Le secteur bancaire à Hong Kong : une concurrence acharnée

Peter Chiu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/17>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2003
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Peter Chiu, « Le secteur bancaire à Hong Kong : une concurrence acharnée », *Perspectives chinoises* [En ligne], 75 | janvier - février 2003, mis en ligne le 17 juillet 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/17>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

Le secteur bancaire à Hong Kong : une concurrence acharnée

Peter Chiu

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'anglais par Mathilde Lelièvre

- 1 Le secteur bancaire constitue l'un des piliers de l'activité économique hongkongaise. D'après les statistiques officielles, Hong Kong comptait, en décembre 2002, 133 banques de plein exercice (*licensed banks*), 46 banques à activité restreinte (*restricted banks*) et 45 compagnies de dépôts (*deposit-taking companies*). La majorité des grandes banques étrangères ont ouvert des succursales sur le territoire, et Hong Kong est aujourd'hui un centre financier international prospérant dans les activités bancaires offshore. Depuis 1979, date à laquelle la Chine a commencé à ouvrir son économie, les banques de Hong Kong ont financé de nombreux projets en Chine¹.
- 2 Il n'y a pas de banque centrale à Hong Kong. La Hong Kong Monetary Authority (HKMA), créée en 1995, a toutes les fonctions d'une banque centrale, à l'exception de l'émission de monnaie. Cette fonction est assignée à trois banques commerciales, la Hong Kong & Shanghai Banking Corporation (une banque britannique), la Standard Chartered Bank (une banque britannique) et la Banque de Chine. La HKMA est l'autorité qui régule le secteur bancaire. C'est aussi le prêteur en dernier ressort des banques commerciales. L'une de ses responsabilités essentielles est de faire fonctionner le système de taux de change fixe adopté en octobre 1983. Ce système lie le dollar de Hong Kong au dollar américain par un taux fixe de 1 dollar américain pour 7,8 dollars de Hong Kong. On considère qu'il constitue la pierre angulaire de la stabilité économique et financière de Hong Kong, et le gouvernement est bien décidé à le maintenir².
- 3 Les compagnies de dépôts sont apparues au début des années 1970. Leur nombre a rapidement augmenté. L'Ordonnance sur les compagnies de dépôts (*Deposit-Taking*

Company Ordinance), adoptée en 1976, les contraint à s'enregistrer et à se plier à la réglementation en vigueur. A l'origine, deux types d'institutions financières, très différentes l'une de l'autre, ont été enregistrées sous la catégorie de compagnie de dépôts. Les sociétés financières constituent le premier type : elles recevaient des dépôts et engageaient les fonds dans des financements de leasing, des financements de fonds de roulement et des prêts aux particuliers. Les banques d'affaires, représentantes de banques étrangères, forment la seconde catégorie. Elles ont le statut de compagnies de dépôts car aucune licence bancaire n'a été accordée entre 1964 et 1978. Leurs activités se concentraient dans le domaine du financement d'entreprise, du conseil financier et de la gestion d'investissements. Plus tard, ces banques d'affaires se sont vu attribuer le statut de banque à activité restreinte (*restricted banks*). C'est pourquoi l'on différencie trois niveaux dans le système bancaire hongkongais : les banques de plein exercice, les banques à activité restreinte et les compagnies de dépôts³.

- 4 De juillet 1964 à juillet 2001, l'Accord sur le taux d'intérêt (*Interest Rate Agreement*, IRA) — un accord de type cartel — a prévalu et les banques de plein exercice ont dû se soumettre aux règles sur le taux d'intérêt fixées par l'IRA. L'IRA, lors de sa mise en place en 1964, avait pour objectif de promouvoir un environnement favorable au développement du secteur bancaire. Les compagnies de dépôts et les banques à activité restreinte n'étaient pas tenues de respecter les règles de l'IRA, dans la mesure où leurs activités différaient, par nature, de celles des banques de plein exercice. Cependant, elles ont dû obéir à des règles plus strictes en matière de dépôt par les particuliers. L'IRA a été abandonné en juillet 2001. Considéré comme un obstacle à la concurrence et à la compétitivité, son abolition s'est effectivement traduite par une concurrence plus intense entre les banques.
- 5 L'accession de la Chine à l'OMC a des répercussions très importantes pour Hong Kong. Depuis 1979, les économies chinoise et hongkongaise se sont progressivement intégrées. Hong Kong a tiré profit des nouvelles opportunités d'investissements en Chine, de son rôle d'intermédiaire entre la Chine et les pays occidentaux et des services commerciaux et financiers qu'elle peut offrir au nouveau marché. Avec l'entrée de la Chine dans l'OMC, Hong Kong devrait jouer un rôle encore plus important dans le développement économique chinois⁴.

Tableau 1: Prêts et avances accordés par les banques de plein exercice.(en milliards de HK\$)

Année	1997	1998	1999	2000	2001
Financement des importations et des exportations vers et depuis Hong Kong	172	132	102	93	80
Financement du commerce de marchandises ne concernant pas Hong Kong.	20	16	10	10	7
Autres prêts pour une utilisation domestique	2 037	1 960	1 819	1 861	1 791
Autres prêts pour une utilisation extérieure	1 843	1 167	857	477	295
Autres prêts où le lieu d'utilisation n'est pas connu	47	27	22	18	9
Total des prêts et avances	4 121	3 304	2 812	2 461	2 185

Source : Table 2.4, *Monthly Statistical Bulletin*, Hong Kong Monetary Authority, Hong Kong government, mai 2002.

- 6 L'une des clauses de l'OMC stipule que la Chine doit ouvrir son marché bancaire aux banques étrangères. Celles-ci peuvent maintenant opérer en Chine, sous certaines conditions. Le marché va cependant progressivement se libéraliser complètement, créant autant de nouvelles opportunités pour les banques hongkongaises.
- 7 Cet article analyse la concurrence intense à laquelle se livrent les banques de Hong Kong depuis la crise asiatique, et notamment après la dérégulation des taux d'intérêt en juillet 2001. Quelles sont dès lors les nouvelles opportunités qui résultent de l'entrée de la Chine dans l'OMC ? Et comment la Région administrative spéciale de Hong Kong peut-elle tirer le meilleur parti de cette accession ? Ce sont là les deux principales questions auxquelles nous essaieront de répondre.
- 8 Avec la crise asiatique de 1997, de nombreux pays de la région ont vu leur système bancaire se désintégrer. La fuite soudaine et massive de capitaux a été un désastre pour des systèmes bancaires fragiles, mal gérés, peu contrôlés et mal réglementés. Dans ces pays, les banques accordaient des prêts démesurés à des projets très risqués — dans l'immobilier, la bourse ou même aux particuliers. Lorsque la crise a éclaté, entraînant une baisse considérable du prix de l'immobilier et des actions, les emprunteurs se sont trouvés dans l'impossibilité de rembourser leurs dettes et les banques ont alors dû faire face à de graves difficultés de financement.
- 9 Les banques de Hong Kong ont été épargnées par ce désastre, notamment en raison de la qualité de leur gestion et de la salubrité de leurs finances : leurs actifs immobiliers ne peuvent dépasser 40% de leur capital ; les emprunts immobiliers ne peuvent être financés qu'à hauteur de 70% de la valeur totale ; et le ratio de solvabilité des banques est en moyenne de 18%, alors que le ratio de référence international est de 12%.
- 10 Néanmoins, les banques de Hong Kong n'ont pu échapper aux contrecoups de cette crise. La diminution de la demande en prêts a entraîné une baisse importante de leurs profits. De nombreuses banques ont dû réduire leurs dépenses, revoir à la baisse le nombre de

leurs employés et trouver de nouvelles sources de revenu. C'est ainsi que beaucoup d'établissements ont étendu leurs activités aux secteurs de l'assurance, du courtage en bourse, des émissions obligataires, etc.

- 11 Le tableau 1 présente, par catégorie, les prêts et avances accordés par les banques de plein exercice. Tous les types de prêts ont connu une baisse très sensible depuis 1997. La somme totale des prêts accordés en 2001 représente à peu près la moitié de celle de 1997. La catégorie « autres prêts pour une utilisation extérieure » est passée de 1 843 milliards de dollars de Hong Kong (HK\$) à 295 milliards, ce qui révèle une baisse radicale des prêts *offshore*. La catégorie « financement du commerce de marchandises ne concernant pas Hong Kong » fait référence aux banques qui financent des entrepreneurs exportant directement depuis la Chine populaire des biens produits sur place. Dans la mesure où ces prêts sont, par nature, extraterritoriaux, la catégorie enregistre une baisse importante depuis 1997. La baisse de la catégorie « autres prêts pour une utilisation domestique » témoigne du ralentissement des prêts à Hong Kong même.
- 12 Le tableau 2 détaille le passif et les créances extérieurs des banques hongkongaises vis-à-vis des principaux pays, de 1997 à 2001. Deux points sont à souligner. Tout d'abord, le passif auprès des banques extérieures à Hong Kong a considérablement diminué, passant de 3 726 milliards de dollars américains (US\$) en 1997 à 1 313 en 2001. Les banques étrangères ont donc retiré leurs fonds des banques de Hong Kong. Ceci est une conséquence évidente de la crise, au cours de laquelle des retraits en capital très importants ont eu lieu. Parallèlement, les créances des clients (hors banques) en dehors de Hong Kong sont passées de 2 049 milliards US\$ en 1997 à 579 milliards en 2001, ce qui traduit une réduction considérable des prêts extraterritoriaux et renforce les conclusions tirées du tableau 1.
- 13 Le tableau 3 indique les principales statistiques pour l'ensemble des établissements bancaires à Hong Kong de 1996 à 2000. Il faut noter tout d'abord que le nombre d'établissements est passé de 186 en 1996 à 158 en 2000, notamment à cause du retrait de certains établissements japonais après que la crise a éclaté dans leur propre pays (depuis, le nombre de banques est passé à 179 à la fin 2002). De plus, les prêts syndiqués (*syndication of loans*) ont beaucoup diminué en 1998 et 1999. Mais un redémarrage s'est amorcé dès 2000, grâce à l'augmentation des prêts domestiques aux entreprises (voir tableau 4). Enfin, les « dividendes et profit tirés des opérations en bourse » ont augmenté en 1999, grâce au rebondissement du prix des actions qui a suivi l'effondrement de 1998.
- 14 Le tableau 4 présente la croissance du PIB, le taux de chômage et le taux d'inflation à Hong Kong ces dernières années. Tous ces indicateurs témoignent du ralentissement économique après la crise et de ses effets négatifs sur l'activité bancaire. Après une brève reprise en 1999 et 2000, la croissance du PIB s'est ralentie en 2001 et 2002. Le taux de chômage officiel est passé à 7 % en 2002. La déflation sévit depuis 4 ans. Le ralentissement de l'économie est principalement dû à une situation mondiale défavorable après les événements du 11 Septembre aux Etats-Unis, des changements structurels et une consommation stagnante à Hong Kong même.
- 15 L'analyse montre donc que les banques ont connu une période difficile après la crise asiatique, avec une chute des prêts tant au niveau interne que sur les marchés étrangers, et une vive compétition pour le partage des marchés. La dérégulation du taux d'intérêt qui a eu lieu en juillet 2001 n'a fait qu'exacerber cette concurrence déjà tendue.

- 16 Le 3 juillet 2001 marque une date importante dans l'histoire du développement des établissements bancaires à Hong Kong : celle de l'abolition de l'Accord sur le taux d'intérêt (IRA) qui remontait à 1964. Chaque banque a alors été libre de définir ses propres taux d'intérêt sur les dépôts et le crédit. Auparavant, les banques devaient se soumettre à un taux de crédit uniforme appelé le taux de base bancaire et à un ensemble uniforme de taux de dépôt.
- 17 Si l'IRA avait permis de maintenir pendant plus de 30 ans une certaine stabilité au niveau des opérations bancaires, de nombreuses voix critiques s'élevaient pour affirmer qu'il constituait un obstacle sérieux à la concurrence, puisque les importantes marges de profit qu'il permettait se faisaient au détriment des épargnants et des emprunteurs — le taux de dépôt étant très bas, et le taux prêteur très élevé. Toutes les banques devaient se soumettre aux mêmes règlements en matière de taux d'intérêt. Les banques compétitives n'étaient pas autorisées à offrir des taux d'intérêt plus avantageux, ni aux épargnants, ni aux emprunteurs.
- 18 L'écart entre les taux de prêts (forts) et ceux de dépôt (bas) n'a pu se maintenir qu'en raison du monopole exercé par l'Association des banques de Hong Kong (HKBA en anglais). Le professeur K.Y. Chan, nommé président du Conseil des consommateurs par le gouvernement, s'est montré très actif dans l'abolition de l'IRA. Il a su prouver que cet accord de type monopolistique empêchait la concurrence et permettait aux banques de tirer des profits énormes au détriment des épargnants et des emprunteurs. Malgré une vive opposition des banques, la proposition du professeur Chan d'abolir le système de l'IRA a été acceptée par le gouvernement. L'accord a été supprimé progressivement. En juillet 1999, le taux d'intérêt sur les dépôts de plus de 7 jours a été libéralisé. Puis, en juillet 2000, c'est le taux d'intérêt sur les dépôts de moins de 7 jours qui a été dérégulé. Enfin, depuis juillet 2001, tous les taux d'intérêts, sur l'ensemble des produits d'épargne ont été déréglementés.

Tableau 2 : Passif et créances extérieures des banques hongkongaises (Position par rapport aux principaux pays en milliards de HK\$)

Année		1997	1998	1999	2000	2001
Engagements interbancaires extérieurs à Hong Kong	HK\$	296	238	185	231	175
	US\$	3 726	2 606	2 048	1 588	1 313
Créances interbancaires extérieures à Hong Kong	HK\$	205	175	173	201	169
	US\$	2 337	2 292	2 409	2 535	2 320
Engagements non interbancaires, extérieurs à HK	HK\$	51	55	65	80	77
	US\$	552	565	589	616	495
Créances non interbancaires, extérieures à HK	HK\$	60	73	75	90	90
	US\$	2 049	1 340	1 038	684	579

Source : Table 2.9, *Monthly Statistical Bulletin*, Hong Kong Monetary Authority, mai 2002.

Tableau 3: Statistiques principales des établissements bancaires à Hong Kong (en milliards de HK \$)

Années	1996	1997	1998	1999	2000
Nombre d'établissements	186	184	181	173	158
Commissions, honoraires et droits touchés pour les services suivants :					
a. Crédits, opération de traites, et prêts (à l'exclusion des prêts syndiqués)	11 135	11 770	10 181	10 112	10 986
b. Opérations sur les comptes, services de succession et d'administration, service de caution, gestion de portefeuille, envoi de fonds, conseil aux banques d'affaires	4 899	6 150	5 063	5 666	7 684
c. Prêts syndiqués	1 713	1 695	1 197	1 089	2 253
Intérêt net = intérêt reçus moins intérêts payés.	74 119	74 946	75 377	81 040	82 970
Profits tirés du jeu sur les taux de change	6 331	7 973	9 191	6 972	5 282
Dividendes et profits tirés des opérations en bourse.	6 045	5 452	9 186	15 125	5 561

Source : Table 5.12, « Principal Statistics for Licensed Banks in Hong Kong », *Hong Kong Annual Digest of Statistics*, Census and Statistics Department, Hong Kong Government, édition 2002.

- 19 En ce qui concerne les taux d'intérêts sur les prêts, la libéralisation a vraiment commencé en juillet 2000. Les banques ont alors entrepris d'offrir des taux plus faibles que le taux de base défini par la HKAB. Au départ, un taux d'un point de pourcentage inférieur au taux de base a été offert pour permettre la concurrence en matière de prêt immobilier. La concurrence s'accroissant, le taux est devenu de 2,5 points de pourcentage inférieur au taux de base. Parallèlement, la baisse du taux de base, en réduction constante du fait de son lien avec les taux d'intérêts américains, a accentué la diminution des taux de prêts immobiliers.
- 20 Suite à la dérégulation complète intervenue en juillet 2001, chaque banque a pu fixer son taux de base de référence. En matière de taux de rémunération des dépôts, chaque banque fixe un « taux de dépôt de référence » (*basic saving deposit rate*, BSDR), auquel tous ses taux d'épargne seront liés. Les dépôts importants bénéficieront d'un taux plus favorable, et ceux plus faibles d'un taux réduit. Quelques banques ont également supprimé toute rémunération pour les petites sommes, notamment celles inférieures à 5 000 HK\$. Le tableau 5 présente le taux de rémunération des dépôts offert par la Hong Kong & Shanghai Banking Corporation (HSBC).
- 21 Les plus petites banques ont décidé d'offrir des taux de rémunération de dépôt supérieurs à la HSBC, pour encourager l'épargne. Le tableau 6 présente les taux rémunérateurs d'une banque chinoise locale, la Wing Lung Bank.
- 22 Le taux de base et les taux de référence sont définis par rapport aux taux interbancaires. Dans le cadre du système de taux de change fixe, quand les taux d'intérêts américains

baissent, alors les capitaux affluent vers Hong Kong. L'augmentation des liquidités sur le marché monétaire exerce une pression sur les taux interbancaires. Comme le taux interbancaire reflète les niveaux du taux d'intérêt sur le marché et les coûts de refinancement pour les banques, celles-ci décident de leur taux de base et de leur BSDR en fonction des taux interbancaires.

- 23 La dérégulation de l'IRA n'a pas provoqué de choc soudain sur le système bancaire. Celle-ci ayant, dans les faits, commencé bien avant le 3 juillet 2001, les banques et les usagers avaient anticipé l'événement.
- 24 Les emprunteurs immobiliers sont les principaux bénéficiaires de la dérégulation. Avant la dérégulation, le taux était de 1 point de pourcentage supérieur au taux de base ; après, il lui était de 2,5 points de pourcentage inférieur, soit une différence de 3,5 points. Si l'on considère qu'une personne emprunte 1 million de HK\$ à une banque pour un prêt immobilier, l'économie réalisée est de 35 000 HK\$.
- 25 Les autres emprunteurs, comme les entreprises commerciales et industrielles, bénéficient également de la dérégulation, à un moindre degré cependant. Désormais, les banques peuvent prêter de l'argent à des taux moins élevés qu'avant. Cependant, la crise les a rendues très prudentes lorsqu'elles prêtent aux secteurs industriel et commercial.
- 26 Les promoteurs immobiliers ont aussi profité de la dérégulation, car la baisse des taux des prêts immobiliers s'est accompagnée d'une hausse de la demande d'investissements en biens immobiliers. Cela a permis d'amoindrir la baisse relative des prix de ce secteur. Aujourd'hui, les prix immobiliers représentent 40% de leur niveau le plus élevé, en 1997. Cependant, aucun signe ne semble indiquer une hausse des prix dans un futur proche, particulièrement dans un contexte de croissance économique ralentie et de déflation persistante.
- 27 La concurrence entre les banques a entraîné le développement de nouvelles méthodes de financement des prêts. Certaines banques offrent jusqu'à 8% de remise sur la somme totale de l'emprunt dans le calcul des intérêts. Les promoteurs essaient d'attirer les investisseurs en proposant de nouvelles méthodes s'agissant des termes de paiement. Certains ont créé leur propre filiale pour proposer à leurs acheteurs un second crédit couvrant jusqu'à 25% du prix d'achat (les banques ne pouvant offrir que les premiers 70%). D'autres proposent même des conditions très avantageuses, comme d'exempter l'acheteur du paiement des intérêts et du remboursement du capital pendant les deux premières années, ceci afin de ne pas trop réduire le pouvoir d'achat des nouveaux propriétaires. Le terme d'« acompte zéro » (*Zero Down Payment*) est apparu. La banque fournit un premier prêt de 70% du prix d'achat et garantit jusqu'à 8% de remise d'intérêt sur la somme totale du prêt (ce qui correspond à 5% du prix de vente) alors que le promoteur fournit un second prêt de 25 %, ce qui, additionné, correspond à 100 % du prix d'achat. Ainsi, il n'est pas nécessaire pour l'emprunteur de disposer d'un capital initial.
- 28 Malgré ces conditions avantageuses, les acheteurs potentiels prennent en compte leur capacité de paiement, elle-même fonction de l'incertitude relative à leur situation professionnelle et à l'évolution future des taux d'intérêt. Comme l'économie stagne alors que le taux de chômage reste élevé, la confiance n'est pas retrouvée. Ceux qui investissent dans l'immobilier avec pour objectif de louer prennent aussi en compte le risque de la baisse des loyers suite à l'augmentation des locations disponibles.
- 29 La Mortgage Corporation, mise en place il y a plusieurs années par le gouvernement pour fournir des prêts supplémentaires (jusqu'à 90%) aux emprunteurs, au-delà des 70%

autorisés aux banques, a augmenté la valeur du prêt jusqu'à 140% de la valeur de la propriété. Cette facilité de paiement fournit une assistance à ceux qui ont acheté leurs biens au prix fort en 1997 et sont maintenant devenus propriétaires d'« actifs immobiliers négatifs ». Ils peuvent ainsi profiter des taux d'intérêt plus faibles offerts aujourd'hui par les banques. Cependant, ces propriétaires doivent souscrire une assurance en payant une somme forfaitaire à la Mortgage Corporation, pour la part du prêt qui est supérieure à 70%.

- 30 Dans ses dernières mesures, la HKMA a autorisé les banques à offrir des prêts jusqu'à 90%, mais elles doivent souscrire une assurance pour les 20% excédant les 70% accordés au départ. Cette opération, plus commode, est qualifiée de « prêt unique » (*one station mortgage*) puisque l'emprunteur ne doit remplir qu'une seule demande auprès de la banque, alors qu'auparavant, il devait remplir une demande pour les premiers 70% auprès de la banque et une seconde demande pour les 20% restants auprès de la Mortgage Corporation.
- 31 Le renforcement de la concurrence, notamment sur les prêts immobiliers, a entraîné une forte baisse des marges. Dans la mesure où les dépôts sont nombreux, et où les banques sont confrontées à une faible demande en prêts industriels, les prêts immobiliers constituent un débouché pour leurs fonds. Les cessations de paiement, pour ces opérations, sont relativement rares, et seulement 1% des prêts sont remboursés au-delà de la limite requise. Le risque est faible, puisque l'une des réglementations de la HKMA stipule que les emprunteurs ne doivent pas consacrer plus de 50 % de leur salaire mensuel au remboursement de leur prêt.
- 32 Les petits déposants sont les perdants de la dérégulation. Les banques sont maintenant davantage préoccupées par **leurs coûts de caisse (coûts au guichet ?)**, et l'un des moyens de les diminuer est de réduire les taux d'intérêts payés aux petits déposants. Certaines banques ont même imposé des charges pour les dépôts inférieurs à 1 000 HK\$, ce qui a bien sûr entraîné des plaintes. De nombreuses personnes ont protesté contre les banques qui, selon eux, discriminaient les pauvres, les petits déposants étant généralement des personnes âgées ou économiquement vulnérables. Des organismes de défense des consommateurs ont critiqué les institutions bancaires et leur ont reproché de ne pas assumer leurs responsabilités vis-à-vis de cette catégorie de la population. La majorité des personnes âgées et les personnes recevant des aides sociales perçoivent leurs subventions du gouvernement directement sur leur compte épargne. Les banques ont ainsi dû annuler les charges qu'elles voulaient imposer à ces catégories de clients.

Tableau 4 : Taux de croissance réelle, taux de chômage et taux d'inflation

Année	Taux de croissance réelle (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'inflation (%)
1995	3,9	3,2	8,7
1996	4,5	2,8	6,0
1997	5,1	2,2	5,7
1998	-5,1	4,7	2,6
1999	3,4	6,2	-3,3
2000	10,2	4,9	-3,0
2001	0,6	5,1	-2,7
2002	1,0*	7,0*	-3,0

Source : Hong Kong Monetary Authority.

Tableau 5 : Taux de rémunération des dépôts offerts par la Hong Kong Shanghai Bank au 3 juillet 2001

Montant du dépôt	Taux de référence de la Hongkong Shanghai Bank (1,75%)
\$150 000 ou plus	Taux de référence 0,25%
\$10 000-\$149 999	Taux de référence 1,75%
\$5 000-\$9 999	Taux de référence 1%
\$1 000-\$4 999	Taux de référence 2,5% ou 1% (celui le plus bas en fonction du taux de base)
\$999 ou moins	0%

Source : *Hong Kong Economic Journal* (journal en chinois), 4 juillet 2001

Tableau 6 : Taux de rémunération des dépôts offerts par la Wing Lung Bank au 3 juillet 2001

Montant du dépôt	Taux de référence de la Wing Lung Bank : 1,75%
\$150 000 ou plus	Taux de référence + 0,35%
\$50 000-\$149 999	Taux de référence + 0,125%
\$5 000-\$49 000	Taux de référence, soit 1,75%
\$4 999 ou moins	Taux de référence - 1%

Source : *Hong Kong Economic Journal*, 4 juillet 2001

- 33 Dans l'ensemble, la dérégulation des taux d'intérêt est inéluctable, comme le confirme la HKMA. Si les règles strictes auparavant imposées avaient permis de stabiliser la situation, elles sont devenues obsolètes dans un système bancaire arrivé à maturité⁵.
- 34 Cependant, la HKMA est aussi soucieuse de la protection des consommateurs. Comme nous le verrons ci-dessus, la dérégulation des taux d'intérêt va certainement entraîner une augmentation des frais et des charges pour les services bancaires. Si la HKMA n'a pas pour responsabilité de réguler ces frais, elle doit cependant s'assurer que la structure des taux pratiqués par les banques est transparente et que les clients sont suffisamment informés des ajustements des frais bancaires. La HKMA considère également que si les banques sont libres de déterminer leur politique de prix, elles doivent néanmoins être sensibles à l'impact des hausses sur les petits épargnants et aux effets disproportionnés que ces charges peuvent avoir sur les membres les plus vulnérables de la société. La HKMA a exprimé des recommandations dans ce sens, et les banques en ont *in fine* tenu compte, notamment pour les frais bancaires attenants aux comptes des petits épargnants⁶.
- 35 Face à l'intensification de la concurrence, les banques ont développé de nouvelles stratégies. Elles ont notamment tenté d'augmenter par tous les moyens leurs parts sur le marché du prêt immobilier, en lançant des campagnes de publicité, en ouvrant des comptoirs spécialisés, en mettant en place un service téléphonique spécial fonctionnant même les week-ends, et en accordant des remises au comptant aux emprunteurs.
- 36 Comme il devient difficile de faire des profits sur les intérêts, les banques recourent à des formes alternatives de profit, tels que l'assurance, les fonds de prévoyance, les transactions boursières, la vente de titres, etc. A Hong Kong, ces activités ne sont traditionnellement pas du ressort des banques. Cependant, celles-ci s'y sont

progressivement consacrées pour diversifier leurs sources de revenu. Dans d'autres pays, les banques ont pris cette direction bien plus tôt.

- 37 Depuis décembre 2000, la loi stipule que tous les employeurs doivent souscrire à une caisse obligatoire de prévoyance (*mandatory provident fund schemes*, MPF) pour leurs employés. La loi donne aux compagnies d'assurance et aux banques le droit de vendre ce type de produit et de collecter les contributions. L'argent est alors confié aux banques d'affaires pour l'investissement et la provision des pensions des personnes partant à la retraite.
- 38 La vente de titres constitue également une nouvelle activité et notamment la vente de titres pour d'importantes sociétés telles que la Mortgage Corporation et le métro de Hong Kong (Mass Transit Railway). Les banques ont un réseau étendu qui constitue des filières idéales pour vendre ces titres. Les titres étaient auparavant émis par les banques d'affaires ; mais aujourd'hui, ils sont émis en plus petites coupures, et ce sont les banques qui en sont les détaillantes.
- 39 La diversification des activités exige une meilleure formation des employés, qui doivent maintenant étudier les règles du MPF et passer des examens pour obtenir des autorisations du gouvernement. La loi stipule que toute personne ayant à faire avec le MPF doit y être autorisée. Les employés doivent aussi être formés sur les produits d'assurance et les titres, et apprendre les techniques d'investissement et de vente adéquates. Il en va de même pour les opérations boursières. L'intensification de la concurrence a donc accru la pression sur les employés des banques.
- 40 Les activités de consolidation et de fusion sont devenues plus dynamiques. Traditionnellement, les banques chinoises locales sont peu enclines à la consolidation et la fusion, car ce sont généralement des banques de type familial et elles tentent par tous les moyens possibles de garder le contrôle des opérations. Cependant, les petites structures familiales avaient des moyens trop limités pour mettre en place les innovations techniques leur permettant de faire face à la compétition. Parallèlement, certaines banques étrangères étaient à la recherche de partenaires pour étendre leurs activités au marché hongkongais. Maintenant que la Chine est membre de l'OMC, il est essentiel pour les banques étrangères d'avoir une base à Hong Kong pour pénétrer ensuite le marché chinois. Récemment, la Development Bank of Singapore est parvenue à racheter la Dao Hang Bank, une banque chinoise locale. Il y a fort à parier que de telles prises de participation ou acquisitions se multiplient dans un avenir proche. La HKMA a aussi encouragé les banques à s'unir afin de permettre des économies d'échelle⁷.
- 41 Pour conserver leur part du marché et réaliser des économies d'échelle, le groupe des douze banques de Chine populaire, la Banque de Chine à leur tête, se sont restructurées et ont fusionné. La restructuration s'est achevée à la fin 2001. La fusion de la Kong On Bank (une banque chinoise locale) avec la Singapore Overseas Trust Bank et celle de la First Pacific Bank avec la East Asia Bank vont dans le même sens.
- 42 De gros efforts sont faits pour améliorer la maîtrise des nouvelles technologies disponibles pour gagner en efficacité, particulièrement l'e-banking. Fin 2001, à Hong Kong, plus de 20 banques et groupes bancaires proposaient des services par Internet. Pour surveiller efficacement ce pan de l'activité bancaire, la HKMA a publié, en mai 2001, un guide sur l'autorisation des banques virtuelles (*Guideline on Authorization of Virtual Banks*) qui s'adresse aux banques proposant leur service uniquement ou principalement par le biais d'Internet ou d'autres voies électroniques. Le principe essentiel en est que la HKMA

ne pose pas d'objection à la mise en place de banques virtuelles à Hong Kong, tant qu'elles se soumettent aux mêmes critères de sécurisation que les banques conventionnelles⁸.

- 43 La concurrence s'est également intensifiée dans le commerce des cartes de crédit. Les banques sont devenues moins prudentes dans l'émission de cartes de crédit et dans l'accord de facilité de crédits. Les créances douteuses liées aux cartes de crédit ont rapidement augmenté. Selon des statistiques publiées par le HKMA, le taux de défaut de paiement des cartes de crédit a atteint 12,8% au premier trimestre 2002. Les banques ont alors fait appel à des entreprises de recouvrement de dettes. Mais les plaintes se sont multipliées concernant les méthodes qu'elles utilisent. Les statistiques publiées par la HKMA montrent qu'au premier semestre 2002, sur 479 plaintes déposées contre les banques, près de la moitié concernait les méthodes employées par les entreprises de recouvrement. La HKMA a fait savoir aux banques qu'elles devaient améliorer leur rapport aux débiteurs et fournir une explication aux plaintes déposées, à chaque fin de trimestre⁹.

Tableau 7 : Les postes principaux de l'ensemble des établissements bancaires implantés à Hong Kong, par pays d'origine, de 1996 à 2001. (en milliards de HK\$)

	Année	Chine continentale	Japon	Etats-Unis	Europe	Autres	Total
Avoir total	1996	870	3 516	422	1 166	1 933	7 907
	1997	957	3 301	524	1 425	2 190	8 397
	1998	1 004	2 230	516	1 322	2 172	7 254
	1999	957	1 781	486	1 276	2 284	6 784
	2000	1 050	1 310	539	1 294	2 468	6 661
	2001	987	917	497	1 317	2 437	6 154
Dépôts de la clientèle	1996	563	380	138	274	1 103	2 458
	1997	591	409	154	314	1 196	2 664
	1998	681	430	194	321	1 329	2 954
	1999	676	409	222	387	1 485	3 178
	2000	743	382	276	427	1 655	3 483
	2001	724	304	223	441	1 666	3 357
Prêts à la clientèle	1996	354	2 177	165	411	807	3 915
	1997	436	1 954	197	523	1 012	4 122
	1998	433	1 254	191	484	943	3 304
	1999	405	879	171	457	901	2 813
	2000	422	491	158	452	938	2 461
	2001	418	322	139	359	948	2 185
Prêts à la clientèle à Hong Kong	1996	313	303	143	309	735	1 802
	1997	393	315	169	398	934	2 210
	1998	392	259	171	383	888	2 093
	1999	373	173	157	358	862	1 922
	2000	399	160	143	360	903	1 965
	2001	398	130	123	311	917	1 879
Prêts à la clientèle en dehors de Hong Kong	1996	31	1 849	19	90	63	2 052
	1997	33	1 612	21	109	69	1 844
	1998	33	980	14	92	48	1 167
	1999	25	694	12	92	35	857
	2000	23	331	15	91	35	496
	2001	20	192	16	48	31	306

Source : Tableau G *Annual Report 2001* Hong Kong Monetary Authority.

Tableau 8 : Cadre d'analyse des opportunités

Nombre de variables	Devise	Lieu	Voie d'intermédiation	Clients
1	RMB	A l'étranger	Banque	Résident : Particulier
2	Etrangère	Chine continentale	Dettes	Résident : Entreprise
3	N/A	N/A	Actions	Non-résident : Particulier
4	N/A	N/A	N/A	Non-résident : Entreprises

Source : Tableau 1 dans « Understanding Mainland Reform » Hong Kong Government Press Release 17 mai 2001

- 44 La concurrence a entraîné un grand bouleversement dans la répartition des parts de marché. Le tableau 7 montre les postes principaux de toutes les banques implantées à Hong Kong, par pays d'origine, de 1996 à 2001. Les banques de Chine continentale occupent maintenant la plus grande part de marché en termes de dépôts et de prêts. C'est le résultat de l'expansion rapide des activités bancaires des banques de Chine continentale à Hong Kong. Inversement, les banques japonaises ont vu leurs activités de prêt diminuer considérablement. La part déjà importante des banques américaines est en augmentation régulière. Les banques européennes, considérées comme un groupe, occupent une place également non négligeable, grâce à l'augmentation des dépôts de leurs clients à Hong Kong. Il est important de souligner que la part des banques chinoises locales semble trop insignifiante pour apparaître dans le tableau.
- 45 Avec l'entrée de la Chine dans l'OMC, les prévisions quant à l'essor des taux de croissance du commerce chinois sont placées sous le signe de l'optimisme. Selon les estimations de la Banque mondiale, la part de la Chine dans le commerce mondial devrait doubler dans les cinq prochaines années, sa part dans les exportations mondiales passer de 3,7 % à l'heure actuelle, à environ 7,3% en 2005, et sa part dans les importations passer de 3,4% à 7%.
- 46 L'accession à l'OMC et ces projections sont autant de promesses de restructuration et de développement pour le secteur bancaire à Hong Kong : les banques étrangères se voient ainsi offrir des opportunités extraordinaires et, dans le même temps, le secteur bancaire chinois va devoir s'adapter aux standards internationaux. L'orientation choisie est de laisser plus de place aux forces du marché dans le développement des banques, ce qui sous-entend une compétition accrue des banques chinoises entre elles et des banques chinoises avec les banques étrangères, y compris les banques de Hong Kong.
- 47 Joseph Yam, directeur de la HKMA, analyse les conséquences pour les banques de Hong Kong en définissant deux effets : « l'effet de création » et « l'effet de déviation ».
- 48 L'effet de création désigne le déferlement des banques en Chine continentale, avec tout d'abord une demande plus importante en terme de services bancaires pour faire face à la croissance, et par ailleurs une intensification financière stimulée par une rapide libéralisation financière, une concurrence bancaire plus importante et une innovation dans les produits¹⁰.
- 49 L'effet de déviation induit un effet plutôt négatif. Toujours d'après Joseph Yam, il est naturel que les banques étrangères préfèrent traiter directement avec la Chine populaire

plutôt que de passer par un intermédiaire, que celui-là fût hongkongais. Il existe malgré tout des facteurs pouvant les encourager à conserver Hong Kong comme base d'action. Si l'on prend comme exemple les économies d'échelle, il est bien plus rentable pour les banques étrangères de continuer à couvrir leurs opérations en Chine depuis leurs bureaux de Hong Kong, plutôt que d'ouvrir de nouveaux bureaux à Shanghai, par exemple. La comparaison des coûts ne se fait pas toujours à l'avantage de Shanghai. L'impôt sur les sociétés y est deux fois supérieur à celui de Hong Kong. L'efficacité, la sophistication et la salubrité réglementaire des marchés et du système financier jouent également en faveur de Hong Kong. D'après des études menées par la HKMA, l'effet de création devrait l'emporter sur celui de déviation. Le secteur bancaire à Hong Kong semble devoir beaucoup bénéficier de la hausse de la demande en produits bancaires en Chine, et notamment d'une poussée de la demande en prêts, à condition que Hong Kong continue d'améliorer son infrastructure et son régime de régulation pour minimiser les effets de déviation¹¹.

- 50 La HKMA a créé un cadre d'analyse qui permet d'identifier systématiquement et d'évaluer de manière réaliste les opportunités qui se présentent. Ce cadre est présenté dans le tableau 8. Il y a en tout 48 (2x2 et 3x4) combinaisons des 4 rubriques de caractéristiques, représentant 48 manières de faire des affaires. Ce tableau permet, par exemple, de se demander si Hong Kong n'aurait pas tiré bénéfice de transactions en *renminbi* à destination des résidents. Une autre combinaison pourrait être le commerce d'actions en devises étrangères pour une clientèle de non-résidents¹².
- 51 Lors d'un dîner organisé par la chambre de commerce de Hong Kong, le gouverneur de la People's Bank of China, Dai Xianglong, a récemment évoqué la possibilité pour les banques de Hong Kong d'accepter les dépôts en *renminbi*. Cela conduirait à réduire de fait le contrôle des changes entre Hong Kong et la Chine continentale et constituerait une première étape vers une éventuelle convertibilité de la monnaie chinoise. Les banques pourraient alors faire des prêts en *renminbi*. Bien que cette idée soit encore à l'état d'ébauche, il ne fait aucun doute que les banques doivent pouvoir anticiper les nouvelles opportunités induites par ce changement¹³.
- 52 Dai Xianglong a également souligné, à une autre occasion, qu'il n'y avait aucune raison de principe s'opposant à ce que les chinois de Chine continentale puissent investir dans la bourse de Hong Kong. Les investissements se feraient par des Institutions compétentes en matière d'investissements nationaux, et cette possibilité est déjà à l'étude à Pékin. Dans la perspective d'un accord, ce sont non seulement les sociétés de courtage qui en sortiront bénéficiaires, mais également les banques, puisqu'elles devront offrir des facilités bancaires pour effectuer les transactions¹⁴.
- 53 D'après des statistiques publiées par l'International Clearing Bank, entre 1999 et 2001, les réserves de la Chine ont augmenté de 1 424 milliards de dollars américains, et seulement 10% de ces réserves ont été investis à Hong Kong. L'essentiel de cette manne a été investi à l'étranger dans des bons d'Etats émis par des pays occidentaux. Si la Chine continentale modifie cette politique et oriente davantage ses investissements vers Hong Kong, les sociétés du secteur financier, y compris les banques, en seront les premières bénéficiaires¹⁵.
- 54 Le gouvernement chinois a mis en place une licence pour désigner les Institutions compétentes en matière d'investissements étrangers qui jouent le rôle de mandataire pour les investisseurs étrangers voulant investir sur le marché boursier chinois. La banque de Chine et quelques autres banques chinoises ont obtenu le statut d'institution

mandataire. La HSBC, la Standard Chartered Bank et la Citibank, des banques déjà en activité à Hong Kong, ont chacune déposé une demande pour obtenir ce statut¹⁶.

- 55 Le Trade Development Council (TDC) est une institution gouvernementale en charge de la promotion du commerce à Hong Kong. Selon l'un de ses rapports, les institutions financières à Hong Kong peuvent bénéficier de l'entrée de la Chine dans l'OMC. Hong Kong a toujours été une source majeure de fonds étrangers pour le développement des entreprises chinoises, sous forme d'investissements directs des entreprises hongkongaises, de fonds collectés sur le marché boursier hongkongais par l'intermédiaire de cotations officielles, ou de prêts par les banques. L'ouverture du marché financier chinois va créer de nouvelles opportunités d'introduction sur ce marché, et doit permettre à Hong Kong de renforcer son rôle de centre financier international¹⁷.
- 56 D'après une autre publication du TDC, les banques de Hong Kong ont tout intérêt à participer aux activités de dépôt en *renminbi* sur le continent, dans la mesure où elles tireront avantage de la libéralisation du marché. Les opportunités sont immenses : on s'attend à ce que 10 à 20% des dépôts en *renminbi*, soit plus de 10 000 milliards de *renminbi*, passent des banques locales aux banques étrangères¹⁸.
- 57 Les sociétés financières vont également tirer profit de l'ouverture du marché en finançant les projets d'infrastructure liés à quatre événements : l'accession de la Chine à l'OMC, les Jeux Olympiques de Pékin en 2008, le plan de développement des régions de l'Ouest, et la réforme du logement¹⁹. A ces chantiers principaux, l'on peut ajouter l'Exposition Universelle de Shanghai en 2010.
- 58 La perception qu'a le gouvernement chinois du rôle que doit assumer Hong Kong est capitale. Lors d'une conférence de presse donnée après la clôture de la 9^e Assemblée populaire nationale, le premier ministre Zhu Rongji a ainsi livré sa vision optimiste quant à la place de Hong Kong en tant que centre financier régional :
« Je pense que Hong Kong n'a pas perdu son rôle de centre financier en Asie. A l'avenir, avec les évolutions de l'économie mondiale, je pense qu'il devra y avoir quelques ajustements concernant la place de Hong Kong. Je crois sincèrement que les atouts de Hong Kong ne sont pas pleinement utilisés. Il n'y a pas de limite à sa place future »²⁰.
- 59 Zhu Rongji n'a pas explicité quels devaient être ces ajustements, mais il est évident que si les orientations économiques de la Chine changent, celles de Hong Kong doivent également évoluer. En plus de son rôle de support financier du développement économique chinois, Hong Kong devra trouver les moyens de renforcer sa capacité de relais entre la Chine et le reste du monde²¹.
- 60 En 2004, les banques étrangères seront autorisées à réaliser des opérations en *renminbi* avec les entreprises chinoises, à Shanghai, Shenzhen, Tianjin et Dalian. En 2007, toutes les restrictions géographiques seront levées. A l'heure actuelle, de nombreuses banques basées à Hong Kong ont ouvert des filiales en Chine, comme la HSBC, la Standard Chartered Bank, la Bank of East Asia, la Citibank, la BNP-Paribas et d'autres. Les banques étrangères (y compris les banques hongkongaises) doivent avoir 20 milliards de dollars américains d'actif pour pouvoir demander une licence. Selon les réglementations actuelles, une banque étrangère ne peut avoir qu'une filiale et n'ouvrir qu'un bureau annexe par district et par année.
- 61 Les banques étrangères ne sont pas seulement en concurrence avec les banques chinoises, mais également entre elles, et ce dans trois domaines. Initialement, les banques étrangères, dont celles de Hong Kong, ne fournissaient que leurs services aux sociétés

étrangères. Elles sont dorénavant avides d'étendre leurs services aux entreprises chinoises. De plus, les banques étrangères, après avoir financé les activités commerciales de leurs clients, sont impatientes d'étendre leurs opérations aux cartes de crédit, aux SICAV (société d'investissement à capital variable, *Unit Trust*), au conseil en investissement, à la gestion de fonds, etc. Enfin, les banques peuvent désormais recruter des employés locaux qualifiés, en particulier dans les domaines des affaires financières et légales²².

- 62 Une autre façon pour les banques de renforcer leur présence est d'investir dans les banques de Chine continentale. Par exemple, la HSBC a investi dans la Bank of Shanghai et possède 8% de ses parts. Ce type d'accord est bénéfique tant à la banque étrangère qu'à sa banque associée. La banque étrangère peut laisser la banque associée gérer les affaires de ses clients en *renminbi*. En retour, la banque chinoise s'initie aux systèmes modernes de gestion. De même, la BNP-Paribas et la China Industrial and Commercial Bank ont monté ensemble la Shanghai Paris National Bank²³.
- 63 Comparées aux banques chinoises, les banques de Hong Kong ont plus d'expérience dans les services bancaires au consommateur. Elles sont dès lors en position de force pour conquérir une large part de marché. Même si le faible développement du réseau des petites filiales locales constitue un frein à l'extension des banques, celles-ci peuvent fournir des services personnalisés à des clients aux revenus plus importants²⁴.
- 64 APRÈS la crise asiatique, les banques de Hong Kong ont connu une période difficile, caractérisée par une baisse des profits, une concurrence accrue et une obligation d'améliorer la qualité de leurs services. La dérégulation du taux d'intérêt qui est intervenue le 3 juillet 2001 a intensifié la concurrence, et les banques ont dû diversifier leurs sources de revenu au-delà du seul prêt bancaire. Leurs activités se sont étendues à d'autres secteurs, tels que l'assurance, le courtage en bourse, la gestion de fonds d'épargne, et les services bancaires personnalisés — autant d'activités assumées depuis longtemps par le secteur bancaire de la plupart des pays occidentaux.
- 65 L'accession de la Chine à l'OMC offre de nouvelles perspectives aux banques de Hong Kong, alors que la ville continue d'affirmer son rôle de centre financier soutenant le développement économique chinois, notamment dans le delta de la Rivière des Perles. Si le contrôle en matière de change du *renminbi* se relâche progressivement, les banques de Hong Kong seront les premières à en bénéficier.
- 66 Les banques de Hong Kong devraient se préparer à ces changements, en renforçant leur structure organisationnelle, et en améliorant leurs services. Elles doivent continuer à former leurs employés et se servir des nouvelles technologies pour proposer leurs services financiers. Plus important encore, il convient qu'elles prennent conscience des nouvelles opportunités que leur offre un marché d'ores et déjà bouleversé.

NOTES

1. Tout au long de l'article, on appelle « banques de Hong Kong » toutes les banques opérant à Hong Kong. Ceci inclut les banques chinoises locales, les banques de Chine populaire, et les banques étrangères.
2. Pour une description du système de taux fixes, voir Joseph Yam, « The Hong Kong Dollar Link », *Quarterly Bulletin*, HKMA, mai 1998, pp. 45-59.
3. Pour une description plus détaillée de ce système, voir Y. C. Jao, « Monetary System and Banking Structure », in Ng Sek Hong & David Lethbridge éd., *The Business Environment of Hong Kong*, Oxford, 3^e édition, 1995.
4. Voir Peter Y.W. Chiu, « L'intégration économique entre Hong Kong et la Chine. Les effets sur Hong Kong de l'accession de la Chine à l'OMC », *Perspectives chinoises*, n° 69, janvier-février 2002, pp. 62-71.
5. Voir David Carse, « The Way Forward for Banking Sector Reforms », *Quarterly Bulletin*, HKMA, mai 2001, pp. 73-77.
6. Voir « Banking Stability : Consumer Protection », *Annual Report 2001*, HKMA, p. 54.
7. Joseph Yam, « Competition and Consolidation : The Outlook for Hong Kong's Banking Sector », *Quarterly Bulletin*, HKMA, février 2000, pp. 59-64.
8. « Banking Stability : Electronic Banking at Risk Management », *Annual Report 2001*, HKMA, p. 54.
9. « Complaints Received by HKMA Increased by 172 % », *Xiangang xinbao* (Hong Kong Economic Journal), 31 mai 2002, p.2.
10. Joseph Yam, « Competition and Consolidation : The Outlook For Hong Kong's Banking Sector », *Quarterly Bulletin*, HKMA, février 2000, pp. 59-64.
11. *Ibid.*
12. Joseph Yam, « Understanding Mainland Financial Reform », *Hong Kong Government Press Release*, 17 mai 2001. <http://www.info.gov.hk/hkma/eng/viewpt/20010517e.htm>.
13. Joseph Yam, « Renminbi Deposits in Hong Kong », *Hong Kong Government Press Release*, 7 mars 2001, <http://www.info.gov.hk/hkma/eng/viewpt/20020307e.htm>.
14. Voir « Mainland Chinese's Foreign Currency Saving Can Be Invested in Hong Kong Stocks », *Xiangang xinbao*, 12 mars 2002, p.1.
15. Voir « Seuls 10 % des réserves de Chine continentale sont investis à Hong Kong », *Singtao*, 28 mai 2002, p. B3.
16. Voir « The Promotion of the QFII », *Singtao*, 13 janvier 2003, p. B3.
17. Voir « China's WTO Accession : Implications for Hong Kong as an International Business Centre », *Economic Forum*, Hong Kong Trade Development Council, septembre 2001, <http://www.tdctrade.com/econforum/tdc/010901.htm>.
18. Voir « Executive Summary », *Economic Forum*, Hong Kong Trade Development Council, 22 novembre 2001. <http://www.tdctrade.com/econforum/tdc/011101.htm>.
19. Voir « China's WTO Accession : Bricking Up the Future — Infrastructure and Real Estate, Opportunities for Hong Kong on the Chinese Mainland », *Economic Forum*, Hong Kong Trade Development Council, 13 décembre 2001, <http://www.tdctrade.com/econforum/tdc/011201.htm>.

20. Voir « Zhu's Upbeat Vision for Hong Kong », *South China Morning Post*, 16 mars 2002, p. 4.
21. *Ibid.*
22. Voir « Chinese banks and foreign banks compete in three major areas », *Xiangang xinbao*, 1^{er} mai 2002, p. 1.
23. *Ibid.*
24. Voir « China's WTO Accession — On the Fast track : Financial Services », *Economic Forum*, Hong Kong Trade Development Council, 25 mars 2002, <http://www.tdctrade.com/econforum/tdc/020301.htm>.
-

INDEX

Thèmes : économie